

Lundi, 20 Septembre 1880

SOMMAIRE

"QUI N'ENTEND QU'UNE CLOCHE, ETC., ETC."
L'ÉMIGRATION.
UN INCIDENT PARLEMENTAIRE.
SERVIR LE GÉNÉRAL.
COURRIER DE HULL.
A TRAVERS OTTAWA.
MARCHÉS D'OTTAWA.
MARCHÉS DE MONTRÉAL.
MARCHÉS ÉTRANGERS.
FÉLÉTON—LA FAMILLE DU VIEUX CÉLIBATAIRE—Par Bathild Boudin.

"QUI N'ENTEND QU'UNE CLOCHE, ETC., ETC."

En comparant les prix de certains articles, en 1877 et 1878, à ceux des mêmes articles aujourd'hui, le *Globe* prétend établir que le tarif protecteur impose des taxes énormes à notre population. Cette prétention donne lieu à une polémique fort instructive entre le *Globe* et le *Mail*. Les petites feuilles libérales nous répètent, depuis quelques jours, les arguments de leur grand confrère, mais se gardent bien de laisser mettre l'autre côté de la question telle qu'exposée par les principaux journaux conservateurs. Ce procédé est familier à la presse libérale. Elle l'emploie, pour juger *ex parte*, dans toutes les grandes questions. Essayons de combler une lacune regrettable.

Lorsque le tarif actuel fut présenté, sir Richard Cartwright soumit à la Chambre un calcul fort élaboré par lequel il prétendait faire voir que les nouveaux droits sur les articles d'importation représentaient sept millions de piastres. Il ajoutait que, si, grâce au développement de nos manufactures, ces importations venaient à diminuer, les mêmes articles, fabriqués dans le pays, augmenteraient de prix en conséquence ou, autrement dit, que notre population aurait à payer aux manufacturiers canadiens les sept millions de dollars, sans que le trésor profite aucunement des augmentations de prix. L'honorable M. Blake répéta, dans le cours de la même session, les arguments de sir Richard qu'il semblait ne pas avoir saisis parfaitement.

Reprenant la même idée—et l'hiver se faisant proche—le *Globe* a formé l'ingénieux projet de démontrer, à sa manière, que si les prix des poêles—articles de nécessité première durant la saison qui commencera bientôt—avaient augmenté depuis 1878, cela était nécessairement dû au tarif protecteur. Chacun sait que la rédaction du *Globe* n'est pas toujours fort scrupuleuse sur les moyens qu'elle emploie dans la discussion. Cette fois, pour arriver à son but, elle emprunte ses chiffres à la liste des prix de la maison Gurney et Cie, grands fabricants de poêles à Toronto. Mais, pour 1878, elle cite les prix des ventes en gros et, pour 1880, ceux des ventes au détail, laissant le lecteur sous l'impression qu'il s'agit des prix en gros dans les deux cas. C'est un moyen peu délicat, mais très commode, de faire croire que les prix ont réellement augmenté.

M. Gurney lui-même s'est chargé de démentir la supercherie du *Globe*. Maintenant, quelle est la cause véritable de l'augmentation du prix des poêles? La voici, tout simplement: c'est qu'il y a une hausse considérable des prix du fer et de la fonte. Or, ni le gouvernement ni le commerce du Canada ne peuvent contrôler ce marché. Pourquoi donc s'en prendre au tarif?

Afin de mieux faire comprendre combien nos adversaires sont injustes en cette circonstance, rappelons des faits bien connus de tous nos lecteurs.

En 1874, M. Mackenzie acheta, en Angleterre, des lisses d'acier devenues trop fameuses, et il les paya \$55 la tonne. En 1879, sir Charles Tupper s'est procuré le même article moyennant \$26 la tonne. Dans toute cette affaire, jamais la presse conservatrice n'a prétendu que l'honorable M. Mackenzie pût contrôler les prix de l'acier en Angleterre. Elle a seulement fait observer que sir Charles Tupper avait su choisir, pour conclure cet achat, un bien meilleur moment que M. Mackenzie pour négocier celui de 1874.

On comprend maintenant ce que valent les arguments de la presse libérale, lorsqu'elle veut rendre l'administration responsable de l'augmentation du prix des poêles.

Un mot maintenant de l'assertion de sir Richard Cartwright, répétée à satiété par le *Globe*, savoir, que les droits imposés sur les importations de certains produits naturels et ar-

ticles manufacturés, font augmenter, dans la même proportion, les prix des produits et articles de même nature récoltés ou fabriqués en Canada.

Deux cotes du marché vont suffire à notre démonstration.

Le tarif impose un droit de 30 centins par minot sur les tomates importées, et les tomates se vendent 25 centins sur nos marchés.

Les tweeds anglais sont aussi frappés d'un droit par le tarif. Ils sont chers, mais cela n'empêche aucune des personnes riches de s'en procurer, lorsque tel est leur bon plaisir. D'autre part, les tweeds canadiens sont aux mêmes prix qu'en 1877-78, et cela s'explique aisément. Nos manufactures de tweeds sont prospères, notre marché en est approvisionné amplement, et les prix de cet article ne peuvent monter. Rien de plus simple.

Ainsi tombent deux prétentions de nos adversaires: d'abord, que l'augmentation de prix d'un article importé entraîne nécessairement la hausse pour le même article produit ou fabriqué en Canada; ensuite, que le tarif pèse plus sur la classe pauvre que sur les classes aisées, puisque, comme on vient de le voir, le riche qui veut se procurer des tweeds anglais paie plus cher que sous le tarif de sir Richard Cartwright, tandis que l'homme aux ressources modestes achète son tweed canadien à meilleur marché.

Nous avions donc un peu raison de citer, en commençant, ce vieux et sage proverbe: "Qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son."

L'ÉMIGRATION

Quand les journalistes de l'opposition sont las de répéter que le tarif protecteur et l'entreprise du chemin de fer du Pacifique vont ruiner le pays, ils nous parlent de l'émigration des Canadiens aux États-Unis, et voici comment. Si vingt-cinq ouvriers prennent le chemin de fer pour aller travailler de l'autre côté de la ligne, en vertu de quel arrangement spécial, vite le rédacteur a recours à un cliché, préparé de longtemps, et nous lisons, le lendemain, un article dont voici le début invariable:

"En vain les journaux ministériels voudraient nous persuader que le tarif de sir Leonard Tilley doit faire renaître la prospérité dans le pays. Hier encore, cinquante malheureux ouvriers—on dit toujours "cinquante" lorsqu'il n'y en a que vingt-cinq—quittaient notre ville pour aller chercher aux États-Unis de l'ouvrage qu'ils ne peuvent trouver chez nous. Encore un des effets de la politique qui nous a fait si misérables, etc."

Ce début est suivi de lamentations souverainement ennuyeuses que nous ne citerons point, vu qu'elles sont trop connues.

Il est bon, de temps à autre, d'opposer les faits à ces jérémiades qui peuvent, un instant, surprendre la bonne foi de quelques personnes. Ces faits, nous les trouvons, chaque jour, dans les journaux, souvent même dans ceux qui publient les lamentations dont nous venons de parler. Nos confrères aiment tant à se contredire!

Entre deux pays limitrophes, comme le Canada et les États-Unis, il y a toujours des migrations de l'un à l'autre. De la différence de leurs climats il résulte que nombre de travaux commencent, aux États-Unis, plusieurs semaines, voire même deux ou trois mois avant qu'on puisse entreprendre les travaux analogues en Canada. Nombre d'ouvriers profitent de cet avantage, car c'en est un puisqu'il leur fournit du travail pendant deux ou trois mois qu'ils seraient obligés de passer à rien faire en restant chez eux.

Mais les plaintifs de l'opposition se gardent bien de nous dire que ces mêmes travailleurs ne tardent pas à revenir au pays. Des statistiques de ces migrations sont dressées tous les ans, et d'après les faits qui viennent chaque jour à notre connaissance, nous sommes sûr que le prochain rapport du bureau des statistiques confirmera ce que nous disons ici.

Vendredi dernier, nous avons mentionné deux faits importants.

Les hommes de chantiers engagés, l'hiver dernier, pour travailler dans l'État du Michigan, reviennent, chaque jour, par nombreuses escouades, et partent bien vite pour les chantiers de l'Ontario, où les travailleurs de cette catégorie sont en grande demande.

L'autre fait est que l'émigration des États-Unis vers Manitoba et les territoires du Nord-Ouest devient, chaque jour, plus considérable. Cent treize de ces émigrants ont passé, l'autre jour, à Chicago. Un autre détachement tout aussi nombreux s'organise et partira vers le ter-

ritoire pour la même destination. Presque tous ces émigrants sont des Canadiens.

Une polémique entre deux journaux des provinces maritimes nous révèle d'autres faits très significatifs dans le même genre.

Le *Telegraph*, de Saint-Jean, N.B., journal réformiste, est en proie, depuis quelque temps, à une sombre tristesse. Selon lui, des légions d'ouvriers de Yarmouth et d'autres ports quittent chaque jour le Canada pour se rendre chez nos voisins, et le *Telegraph* ne manque pas d'augurer de ce fait notre ruine prochaine. En bon réformiste, il ne manque pas, non plus, d'attribuer cet affreux désastre à l'abominable administration de sir John Macdonald, et au tarif, plus abominable encore, de sir Leo-nard Tilley.

La *Tribune*, de Yarmouth, s'est chargée de répondre, en opposant des faits et des chiffres aux éloges de son confrère affligé. Ces faits, comme nous venons de le dire, sont assez remarquables; mentionnons-les brièvement.

En 1879, des milliers de travailleurs sont partis de Yarmouth pour se rendre aux États-Unis et des milliers en sont revenus. Or, la différence entre le nombre des retours et celui des départs est seulement de soixante-neuf.

En 1878, trente ouvriers, établis antérieurement chez nos voisins, sont revenus avec tous ceux qui étaient partis cette année-là.

Enfin, les statistiques prouvent que de 1857 à 1876, le vapeur de Boston a ramené à Yarmouth 415 ouvriers de plus qu'il n'en a emmené de Yarmouth. En d'autres termes, pendant cette période, les arrivées des États-Unis ont ajouté 415 habitants à la population de Yarmouth.

Si le cadre d'un article de journal le permettait, nous pourrions, à l'aide de recherches bien faciles à faire, prouver que le même fait s'est produit pour nombre de villes et comtés du Canada.

Nous savons très bien que cette preuve n'empêchera point de se plaindre encore ceux de nos confrères de l'opposition qui ont toujours la larme à l'œil—et tous traversent, en ce moment, des années de grande tristesse.

Néanmoins, on aurait tort de croire que leurs alléguances complantes sont inspirées par l'amour du pays et le désir de travailler à son bien-être. Leur seul but est d'incriminer, à tort ou à raison, leurs adversaires. Les faits prouvent à l'évidence que la raison est bien rarement, disons qu'elle n'est jamais de leur côté.

BOSTON

Vendredi dernier, la ville de Boston a célébré le deux cent cinquantième anniversaire de sa fondation. Parmi les grandes villes des États-Unis, Boston est la plus ancienne après New York, dont la fondation date de 1633, sept ans avant celle de Boston par les Puritains.

La ville de Boston ne se développa d'abord qu'avec lenteur. À l'époque de la révolution, elle ne comptait que 17,000 âmes. Mais, depuis soixante ans, elle a rapidement prospéré. Elle s'est annexée plusieurs petites villes voisines, et sa population est aujourd'hui de 364,000 âmes.

Boston porte le nom d'une petite ville du Lincolnshire d'où émigrèrent ses premiers habitants. Le mot "Boston" est une contraction de "Botolph's town", terme emprunté au nom d'un monastère saxon fondé, en l'an 634, par saint Botolph. Les austères puritains du Massachusetts, entièrement opposés, comme on le sait, au culte des saints, ignoraient ou avaient certainement oublié ce détail lorsqu'ils ont donné un nom à leur ville.

Cet anniversaire a été célébré avec grand éclat. Les Américains, comme nous, du reste, et tous les peuples jeunes, aiment à vieillir, au contraire des individus qui se rajouissent volontiers et autant que possible. Aussi, nos voisins donnent toujours une grande solennité à ce genre d'anniversaires. On se rappelle le retentissement qu'a eu l'exposition de Philadelphie, organisée pour célébrer le centième anniversaire de la déclaration de l'indépendance.

Après tout, il y a un bon côté dans pareilles fêtes. Elles prouvent que le peuple aime son pays, et si les effusions patriotiques qui ont invariablement lieu en pareilles circonstances, pèchent par un tant soit peu d'exagération, elles sont toujours inspirées par des sentiments qui honorent l'humanité.

Sir Robert Hodgson, ancien gouverneur de l'île du Prince-Édouard, vient de mourir à Charlottetown.

ECHOS DU JOUR

On mande de Manitoba que le prix donné aux ouvriers et à toutes les classes d'artisans tend à s'élever continuellement.

Une première souscription pour les incendies du Sud a produit, à Saint-Hyacinthe, la somme de \$372. La banque de Saint-Hyacinthe a souscrit \$100 pour sa part.

M. L. P. Hébert, sculpteur, de Montréal, travaille, en ce moment, à une série de bas-reliefs destinés à orner le maître autel de la cathédrale d'Ottawa.

Le lieutenant-gouverneur Laird, du territoire du Nord-Ouest, était à Montréal samedi, venant de l'île du Prince-Édouard. Il doit retourner ces jours-ci au Nord-Ouest.

L'honorable M. Anglin, député de Gloucester, parcourt actuellement son comté, où M. Turgeon, son adversaire aux dernières élections, lui donne la réplique avec le plus grand succès.

Les deux députés français dont nous avons parlé à diverses reprises, viennent de faire une tournée d'inspection dans les Cantons de l'Est, et doivent partir prochainement pour Ontario et Manitoba.

Le *Canadien* annonce que M. Polydore Langlais a été réintégré dans la charge de greffier de la cour de circuit de Kamouraska, qui lui avait été enlevée, sans motif, par le cabinet Joly.

La présentation des candidats dans le comté de Brome aura lieu samedi, le 25 courant, et la votation, le 2 octobre. L'élection de M. Manson, par acclamation ou avec une forte majorité, ne fait pas de doute.

On dit, à New-York, que la compagnie du chemin de fer Great Western du Canada vient de conclure un arrangement avec celle du Delaware, Lackawanna et de l'Ouest, pour le transport des marchandises.

M. McLeod Stewart, avocat de notre ville, a reçu \$175,000 venant de capitalistes de Londres, avec instruction d'acheter pour cette somme des terres au Nord-Ouest, en prévision naturellement de la construction du Pacifique.

On écrit que la récolte est extraordinairement belle au lac Saint-Jean. Le blé surtout donne un rendement extraordinaire. Il n'y a eu ni sécheresse ni gelée. De sorte que tous les cultivateurs se montrent en ne peut plus satisfaits.

La congrégation de l'Index vient de déclarer, avec l'approbation du Saint-Père, que la signification de la formule *Dimittantur*, appliquée aux œuvres d'un écrivain, n'implique aucune approbation de ses œuvres, mais indique seulement qu'elles ne sont point défendues.

L'automne est la saison de la chute des feuilles; la nature ainsi l'a voulu. Mais c'est aussi la saison où paraissent de nouvelles feuilles politiques. À Québec, seulement, deux nouveaux journaux viennent de prendre naissance: le *Québécois* et l'*Ori d'Alarme*. C'est peut-être beaucoup à la fois.

Le feu fait des ravages épouvantables dans Saint-Georges, Beauce; il s'étend toujours; il couvre en ce moment une étendue de 7 à 8 milles carrés, près de la frontière. Beaucoup de bois de construction, grains et bûches sont brûlés. Jeudi dernier, les bûches de M. James Roy ont été détruites par l'incendie, et un jeune enfant, fils de M. Roy, a péri dans les flammes, malgré les efforts surhumains qu'on a fait pour le sauver.

On lit dans le *Gaulois* de Paris: "Nous allons bien! Écoutez plutôt la statistique: En 1870, 4,157 suicides. En 1872, 5,275 — En 1874, 5,617 — En 1876, 5,804 — En 1877, 5,922 — En 1878, 6,424 —"

Notons qu'en 1868 le chiffre des suicides a été inférieur de moitié à celui de l'année 1878.

Cette recrudescence peut être, sans injustice, mise à l'actif de la république, qui a la spécialité de détruire les cervelles, et aussi à l'affaiblissement du sentiment religieux qu'elle favorise. Dans les pays bien ordonnés et où l'on croit en Dieu, les suicides sont très rares.

Le *Nouveau-Monde* annonce que M. Parkman, l'historien américain, écrit actuellement l'histoire des dernières années de la domination française, époque fertile en guerres entre les Anglais et les Français.

L'ouvrage de M. Parkman commencera à la paix d'Aix-la-Chapelle pour finir à la mort de Wolfe et de Montcalm, et enfin à la prise de Québec. M. Parkman a eu le bonheur de pouvoir mettre la main sur quantité de matériaux inédits, notamment les lettres de Montcalm à sa femme, qui ont été mises à sa disposition par le présent marquis de Montcalm.

On constate depuis quelque temps une affluence extraordinaire de papier monnaie américain dans notre commerce. Tout le monde sait que cette monnaie est reçue partout au pair depuis une couple d'années.

À ce propos, on remarque que le besoin d'une monnaie fractionnelle, de billets au-dessous d'une piastre, se fait de plus en plus sentir. Pour notre part, nous recevons tous les jours par lettres des envois d'argent, dont les montants sont complétés par des timbres-poste. Mais on comprend que les timbres-poste ne peuvent suppléer qu'imparfaitement le papier-monnaie. La chambre s'est occupée de cette question, à la dernière session, et nous avons lieu de croire qu'elle y reviendra.

Ces jours derniers, les puissances devaient adresser un ultimatum à la Turquie, signifiant à celle-ci d'avoir à livrer Dulcigno au Monténégro sous trois jours. La Porte s'est défendue jusqu'à ce moment de ne pas avoir opéré plus tôt cette reddition, en rejetant la faute de ses retards sur les Albanais, qui détient Dulcigno et qu'elle prétend ne pouvoir contrôler. Or, on sait parfaitement, en Europe, que c'est le gouvernement du Sultan lui-même qui fait agir en sous-mains les Albanais. On a patienté jusqu'à ce jour, mais il faut croire qu'on commence à trouver que cela dure trop longtemps. De là l'ultimatum dont parle le câble, et qui est destiné à couper court à la comédie.

Le recensement décennal de la population des États-Unis a ramené l'attention sur les Mormons de l'Utah.

La population de ce territoire est actuellement de 141,000 habitants, ce qui représente une augmentation de 65 0/0 depuis dix ans. Non-seulement les Mormons, grâce à la polygamie, plus que jamais florissante chez eux, mettent en pratique le précepte de l'Évangile: "Croissez et multipliez," mais ils reçoivent constamment d'Europe de nouvelles recrues qu'amènent leurs missionnaires.

Depuis le commencement de l'année, 2,000 émigrants mormons, débarqués à New-York, ont été dirigés vers l'Utah. Tout ce que le gouvernement de Washington a fait pour restreindre cette immigration est resté sans effet, de même que les mesures contre la polygamie.

UN INCIDENT PARLEMENTAIRE

La récente déconfiture de M. Donald A. Smith donne une actualité singulièrement frappante aux faits relatés dans l'article suivant du *Canadien*:

M. Donald A. Smith, le vaincu de Selkirk, emporte dans sa retraite un triste souvenir qui pèsera toujours sur sa mémoire. C'est lui qui, en 1873, trancha le nœud gordien d'une situation tendue, mais non désespérée, par une défection subite qui précipita le dénouement de la crise.

Il y avait six longs mois que sir John tenait vaillamment tête à l'orage. La session d'automne avait commencé sous d'assez heureux auspices. La phalange ministérielle, qui avait résisté à presque toutes les séductions des intrigants au service de M. Huntington, serrait ses rangs. Quelques rares courages avaient faibli, mais le gros du bataillon se groupait autour du chef et du drapeau. On savait que l'on aurait à subir un assaut livré avec toute la détermination d'un ennemi exalté, comprenant qu'il était arrivé au moment décisif de la bataille où il fallait vaincre ou perdre le fruit de ses persévérants efforts.

M. Smith avait une allure vénérable au milieu des combattants retranchés dans la forteresse du pouvoir. Les plus jeunes s'enthousiasmaient à la vue de ce vieillard, apparemment prêt à s'ensevelir sous les décombres plutôt que d'abandonner une cause à laquelle il semblait avoir voué toute son âme. Les indécis, — il y en avait quelques-uns — reprenaient courage et voulaient suivre un si bel exemple de valeur chevaleresque, ne soupçonnant pas, pour une seule seconde, que cette vieille tête, blanchie par les années, donnerait, la première, le signal de la défection, et passerait à l'ennemi.

Le combat suprême était engagé depuis une dizaine de jours. D'ardents coups se faisaient, cent fois l'heure, sur les forces respectives des deux armées aux prises, et l'on finissait

toujours par constater que sir John pouvait encore compter sur une majorité. L'opposition et le ministère prolongeaient le débat sur la motion de censure proposée par M. Mackenzie. L'anxiété était grande. La surexcitation sortait ardeur du foyer de la Chambre des communes, où elle fermentait, pour aller remuer fortement les esprits jusqu'aux extrémités de la Confédération.

Sur le théâtre de la lutte il se faisait une cabale effrénée. Impossible de décrire le mouvement et l'agitation de ces jours douloureusement mémorables.

Un matin, tout à coup, la vague rumeur circule qu'une défection importante menace de se produire dans les rangs ministériels. On s'interroge, on s'inquiète, l'émotion grandit! On se demande quel est celui qui se prépare à trahir. La rumeur s'accroît et désigne M. Smith à la vindicte des conservateurs et aux espérances des libéraux.

On se refuse à croire la chose possible. Il est trop vieux, disent les uns. Il ne voudrait pas souiller ses cheveux blancs, ajoutent les autres, que la seule pensée de la faiblesse du cœur humain attriste.

L'anxiété augmente d'heure en heure, de minute en minute. On touche au paroxysme. La séance s'ouvre. Tout le monde est au poste. L'atmosphère paraît lourde. Les physionomies sont vivement impressionnées. Le parti ministériel fait de grands efforts pour dissimuler ses craintes poignantes. L'opposition n'ose pas laisser apercevoir l'espérance qu'elle nourrit au fond du cœur. De toutes parts, on sent que le moment suprême est arrivé.

Je n'oublierai jamais cette scène qui a si profondément agité tous ceux qui y ont assisté.

M. Smith a la parole. Il se lève avec une dignité qui est loin d'indiquer qu'une idée de défection puisse naître dans cette tête qui résiste si bien au poids des années. Un quart d'heure durant, il commente la situation sans dire un mot hostile à sir John. L'attente est toujours intense. Une sorte de fièvre parcourt la salle. On se sent comme si l'on prévoyait un coup de foudre qui va frapper l'un ou l'autre côté de la chambre.

Enfin, voilà que M. Smith prononce, avec une lenteur calculée, ces paroles: "Mr. Speaker, I will be happy to vote against the motion of the honorable member of the opposition."

Je serai heureux de voter contre la motion de l'honorable chef de l'opposition. On l'a écouté de ses deux oreilles. Personne n'a pu s'y tromper. Il a bien dit ces mots. Tout le monde l'a entendu. Le parti ministériel ne se contient plus. Il éclate en de frénetiques applaudissements. Les galeries se joignent à cette démonstration enthousiaste qui tient du délire. Dans ces transports, on aurait embrassé M. Smith qui, de son siège à droite, reçoit sur sa tête inclinée cette avalanche d'acclamations.

Le calme renaît. Et alors, au milieu d'un silence solennel, M. Smith relève la tête et complète lentement sa phrase, coupée par l'explosion de la droite, en ajoutant ces mots: "But can I conscientiously do so?"—"Mais puis-je le faire consciencieusement?"

Une bombe serait tombée dans la salle qu'elle n'aurait pas eu un effet plus instantané et plus terrible.

Tous les députés de la droite se regardent et se demandent ce que cela veut dire.

L'opposition, n'en croyant pas ses oreilles, hésite. Et M. Smith est là, tremblant lui-même d'émotion entre les deux côtés de la chambre en proie à une espèce de vertige.

Mais, l'opposition saisit tout à coup la signification de la phrase mystérieuse. À son tour elle jette des cris d'applaudissement. Elle pense, en un instant, du désappointement le plus profond à l'enthousiasme le plus grand. Elle tapage, elle rugit de joie, pendant que la droite est écrasée, abasourdie, atterrée!

Sir John reçoit le coup avec une grande fermeté. Il fait bonne contenance et se redresse fièrement contre l'arrêt prononcé par celui qu'il croyait son ami.

La scène se termine, le rideau tombe. Dans la soirée, la débandade commence.

Le lendemain, sir John capitule. L'ennemi entre dans la citadelle. Le règne de M. Mackenzie était commencé.

On s'explique ensuite l'énigme de la phrase de M. Smith qui avait créé une si grande excitation, transportée de droite à gauche comme par une secousse vraiment électrique. L'orateur avait dit, ou voulu dire: *I would be happy to vote against the motion, etc.* Traduction: "Je serais heureux de voter contre la motion, etc." et l'on avait compris: "I will be happy" — "je serai heureux."

La défection de l'ex-député de Selkirk est restée l'un des plus amers souvenirs de sir John A. Macdonald, qui, soit calcul, soit ressentiment incontrôlable, a tenu M. Smith à distance depuis cette journée mémorable. Il lui faudra une grande dose d'âme pour commune pour ne pas éprouver un vif sentiment de vengeance personnelle satisfaite, en apprenant la défaite de celui qui l'a abandonné au moment le plus critique de sa carrière.

L. J. DESJARDINS.

—Une pluie abondante est tombée la nuit dernière. Nous espérons qu'elle aura complètement éteint les feux qui ravageaient les bois aux environs de la ville.

—On dit que le Shérif Powell a décidé d'introduire un système d'économie dans l'administration de son bureau, et que le poste de député-shérif a été aboli.

Paniers de Marché

PANIERES DE COLLATION
En grande Variété
CHEZ

C. S. Shaw & Cie

IMPORTATEURS
63, rue Sparks

N. B.—N'achetez pas avant d'avoir vu nos prix.

MESSIEURS,

Rappelez-vous que l'importation de Chapeaux est bien moindre l'Automne que le Printemps.

C'est pourquoi ceux qui désirent être bien coiffés l'automne devraient faire leur choix de suite.

Ne soyez pas indécis, mais achetez sur le champ.

Avec une conscience nette et un Chapeau neuf, le chrétien ordinaire doit avoir une excellente humeur durant cette magnifique saison.

R. J. DEVLIN

(Vis-à-vis l'hôtel Russell.)

CHARBON ET BOIS

Poêles de cuisine!
Poêles de passage!
Poêles sœurs!
Poêles doubles!
Poêles de chambre à coucher!
Fournaises à air chaud!
Tuyaux et mises.

Nos POÊLES sont d'un fini parfait, simples d'opération, économes le combustible et se vendent bon marché.

H. Meadows et Cie

Dépot de Poêles de la "Capitale,"

525 - Rue Sussex - 525

Chemin de fer Q. M. O. & O

Exposition de la Puissance
A MONTREAL

Le chemin de fer Q. M. O. & O. vendra à toutes les stations du chemin des billets de première classe, d'aller et retour à Mile End et Hochelaga, aux prix d'un seul voyage. Les billets seront bons depuis le 14 jusqu'au 25 de septembre inclusivement.

L. A. SÉNÉCAL, Surintendant-général.



Fournisseur de

Son Excellence le Gouverneur-Général

(Établi en 1854.)

Thés de la nouvelle saison,

Noir, Young Hyson et du Japon

DE 30 Cts. A \$1 LA LIVRE

GARANTI VÉRITABLE ET PUR

CAFÉ, CHOCOLAT ET CACAO.

Magnifiques effets d'épicerie en boîtes.

VINS ET LIQUEURS

Purs et non adulterés.

Je continue le principe de ventes au comptant, car je considère que les ventes rapides et les petits profits sont à l'avantage de l'acheteur et du vendeur.

THEOS. PATTERSON

59, Rue Rideau.



Avis aux Entrepreneurs

ON recevra à ce bureau, jusqu'à MARDI, le 22me jour de SEPTEMBRE, des propositions, à midi, des soumissionnaires cachetées, adressées au soumissionnaire et endossées "Soumission pour appareil de chauffage, Saint-Jean, N.B.," pour poser et achever un appareil de chauffage dans la bâtisse de la Douane, Saint-Jean, N.B., suivant les plans et devis que l'on peut voir en s'adressant au bureau de M. McKean, et Fairweather, Saint-Jean, N.B., ainsi qu'au département des Travaux Publics, Ottawa, le et après lundi, le 13me jour de septembre courant.

Les soumissionnaires sont avertis que l'on ne prendra leur soumission en considération que si elle est faite sur les formules fournies par le Département, et signée de leur signature véritable.